



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

POUVOIR ADJUDICATEUR (PA)

ÉTAT - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
PRÉFET DE MAYOTTE

REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR (RPA)

SERVICE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE DE LA POLICE NATIONALE DE MAYOTTE

OBJET DE LA CONSULTATION

**BALISES DE GEO POSITIONNEMENT A DESTINATION DES PECHEURS
DANS LE CADRE DES MISSIONS DES FSI DEPLOYEES À MAYOTTE**

PROCEDURE

APPEL A COMPÉTENCE / DEMANDE D'INFORMATIONS

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

22 MARS 2024 - 14H00

RÉFÉRENCE PUBLIQUE POUR LA DÉMATÉRIALISATION

SATPN976-RFI-2024-7-BALISE

Table des matières

-	Article 1 – AVERTISSEMENT.....	3
-	Article 2 – CONTEXTE.....	3
-	Article 3 – LES BESOINS DE LA PREFECTURE DE MAYOTTE.....	4
-	Article 4 – EXIGENCES FONCTIONNELLES.....	4
-	Article 5 – MODALITE DE MISE EN OEUVRE DE L'APPEL A COMPETENCE.....	5
-	Article 6 – QUESTION ET CADRE DE REPONSE.....	5
-	Article 7 – MODALITE DE CORRESPONDANCE.....	5
-	Article 8 – ACTIONS POTENTIELLEMENT RÉALISÉES À L'ISSUE DE L'APPEL À COMPÉTENCE.....	6
-	Article 9 – GLOSSAIRE.....	7
-	Article 10 – ANNEXE 1 – CADRE REPONSE.....	7

Article 1 - AVERTISSEMENT

Le présent appel à compétence, par sa **Demande d'Informations (DI)** ne constitue ni une consultation, ni un appel d'offres, ni un quelconque engagement de l'État à lancer ultérieurement une opération ou une contractualisation sur l'objet de la présente DI.

À ce stade amont de la réflexion, la réponse des « opérateurs compétents » à cette DI est une démarche volontaire et non discriminante. La présente DI s'adresse aux « opérateurs compétents » de l'Union Européenne .

Réciproquement, les réponses à la DI ne constitueront pas des engagements contractuels ou pré-contractuels de la part de leurs auteurs.

Les « opérateurs compétents » seuls ou en groupement sont informés qu'ils ne peuvent prétendre à aucune indemnité, et/ou rémunération, et/ou remboursement de frais pour les prestations réalisées dans le cadre des travaux qu'ils engageraient pour répondre à cette DI (y compris la remise de leurs réponses, les entretiens éventuels en présentiel ou distanciels qui pourraient s'ensuivre).

Les sociétés souhaitant répondre à la présente DI peuvent le faire, sur tout ou partie du périmètre, même si elles n'apportent pas de réponse à l'intégralité des besoins exprimés.

Article 2 - CONTEXTE

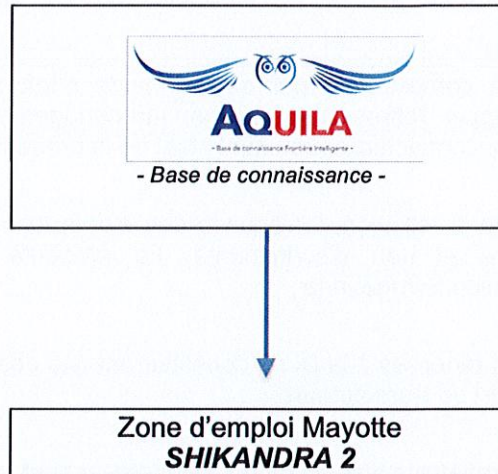
La sécurisation des frontières maritimes est un enjeu majeur pour la protection des territoires insulaires et en particulier celles de Mayotte.

Dans le cadre du programme Frontières Intelligentes du ministère de l'Intérieur, une base de connaissance exhaustive recensant l'ensemble des technologies de sécurité maritime ayant atteint un niveau de maturité maximal (TRL9) est en cours de réalisation. Il s'agit de la base de connaissance AQUILA.

AQUILA vise à regrouper l'arsenal des solutions les plus avancées et éprouvées, s'appuyant sur des innovations technologiques pour renforcer la lutte contre l'immigration clandestine. Régionalisée en fonction des besoins, AQUILA est utilisée pour chaque zone d'emploi au travers d'un projet dédié. La zone d'emploi du présent RFI porte le nom de SHIKANDRA 2 et concerne Mayotte.

L'architecture envisagée pour SHIKANDRA 2 sera le fruit d'une sélection rigoureuse des briques technologiques les plus adaptées, provenant d'une série de RFI (Request for Information) dont le présent RFI dédié aux balises de Géo positionnement à destination des pêcheurs dans le cadre des missions des FSI déployées à Mayotte.

L'approche privilégiée pour SHIKANDRA 2 se fonde sur la recherche de solutions simples, efficaces, intégrables, évolutives et maintenables à moindre coût pour le ministère de l'Intérieur. Cette approche modulaire permettra d'assembler un ensemble cohérent et fonctionnel, combinant diverses technologies sélectionnées pour répondre aux défis spécifiques de la surveillance maritime à Mayotte.



Article 3 - Les besoins de la préfecture de Mayotte

Une réflexion est engagée à titre exploratoire par le ministère de l'Intérieur dans le cadre du renforcement des capacités de lutte contre les activités liées à la pêche illégale dans les zones côtières de l'île de Mayotte. Plus précisément, l'EMOLIC sollicite les industriels en mesure de couvrir ses besoins dans le but de déployer un réseau de balises de géopositionnement destinées aux pêcheurs autorisés à pratiquer la pêche professionnelle dans les eaux de Mayotte.

Article 4 - Exigences Fonctionnelles

1. Objectif :

Fourniture et installation de balises de géopositionnement permettant d'identifier et de suivre en temps réel les navires des pêcheurs et les autres navires autorisés à évoluer dans une zone donnée, ceci dans le cadre de la fonction Blue Force Tracking (BFT) remontée au C2 EMOLIC.

2. Caractéristiques requises pour les balises :

Capacité d'exportation des coordonnées GPS, route, vitesse et nom de l'embarcation, en temps réel, pour identification et suivi sur le C2 EMOLIC ;

Communication via réseau lot (exemple LoraWan) de transmission des données et mise en place de gateways sur sites stratégiques (pylônes STIO ou TDF, bouées ou autres) ou utilisation des réseaux existant ;

Équipement parfaitement étanche, résistant aux chocs et aux conditions environnementales défavorables ;

Batterie longue durée pour assurer une autonomie prolongée ;

Solution anti-arrachage/anti-clonage : la solution ne doit rendre possible la copie, ni déplacée d'une l'embarcation sur laquelle la préfecture l'a installée sur une autre : des solutions seront proposées ;

En option, il sera possible de proposer une solution complémentaire d'analyse de comportement des pêcheurs, de manière à identifier un comportement anormal. Celle-ci utilisera les données analytiques transmises au C2.

3. Nombre :

Estimation du nombre de balises nécessaires pour couvrir les pêcheurs autorisés et les navires de plaisance = 300.

4. Support Technique et Maintenance :

Offre de support technique pour l'installation, la maintenance et la résolution des problèmes éventuels.

Durée de garantie et disponibilité du service après-vente.

5. Coût et Financement :

Proposition de coût pour l'acquisition patrimoniale de 100 / 300 / 500 balises de géopositionnement avec les fonctionnalités décrites précédemment.

Article 5 - Modalité de mise en œuvre de l'appel à compétence

Dans le cadre de l'appel à compétence, la présente demande d'information (DI) constitue la première étape de la consultation des fabricants /installateurs / équipementiers de solutions de balise de géopositionnement afin de sonder la capacité du marché à répondre en tout ou partie des besoins de la préfecture de Mayotte.

Les réponses obtenues permettront d'identifier des solutions techniques (équipements) novatrices et aptes à une utilisation sur le terrain. Les fournisseurs peuvent aussi proposer d'eux-mêmes des fonctionnalités complémentaires, qui pourraient apporter des capacités utiles à l'action LIC.

Cette DI s'adresse aussi bien aux opérateurs leaders sur le marché qu'aux startups, TPE, PME, centre de recherche ou toute autre entité située en France ou au sein de l'Union européenne.

Article 6 - Question et cadre de réponse

Les réponses des opérateurs compétents seront structurées en suivant le cadre en annexe du présent document.

Article 7 - Modalité de correspondance

7.1 Objectif de la demande d'information

La DI est volontairement rédigée de manière à présenter les besoins de la préfecture de Mayotte pour son projet de balises de Géo positionnement à destination des pêcheurs et ne présente qu'une orientation vers des solutions. L'objectif recherché est de laisser une liberté de réponse sans brider les propositions. Les « opérateurs compétents » sont invités à apporter un maximum d'éléments pour étayer leur réponse (niveaux de service, incidence sur les prix, contraintes, points d'attention, etc).

7.2. Demande de précisions relatives à la demande d'informations

Les « opérateurs compétents » peuvent demander des précisions, d'ordre administratif ou techniques sur cette DI, qu'ils jugent utiles à l'établissement de leur réponse.

Le cas échéant, la demande de précisions doit être adressée à la préfecture de Mayotte par voie dématérialisée, via la plate-forme des achats de l'État : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La préfecture de Mayotte se réserve la possibilité d'apporter les réponses nécessaires. Ces réponses seront transmises collégialement aux entreprises s'étant inscrites dans cette démarche d'appel à compétence et ce, par voie électronique.

7.3. Remise de la réponse sur PLACE

Les « opérateurs compétents répondants » remettent leur réponse par dépôt sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La préfecture de Mayotte ne souhaite qu'un seul exemplaire électronique de la réponse.

7.4 Demande de précisions sur la teneur des réponses

La préfecture de Mayotte peut demander aux « opérateurs compétents répondants » de préciser la teneur de leur réponse. Ces demandes sont adressées aux « opérateurs compétents » via la PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et les éléments de réponses sont également transmis par cette plateforme.

Ils peuvent aussi demander des précisions à la préfecture de Mayotte par voie dématérialisée, via les adresses courriels suivantes

Thibaut.mylander@mayote.pref.gouv.fr

Carol.furgal@interieur.gouv.fr

Franck.junca@interieur.gouv.fr

7.5. Envoi des réponses

L'« opérateur compétent répondant » fournira une réponse unique, transverse et raisonnée sur l'ensemble de la problématique présentée dans la présente Demande d'Information (DI).

La réponse à la DI peut être une réponse groupée, à laquelle participent plusieurs opérateurs compétents, selon des modalités librement définies par les membres du groupement.

Les sociétés souhaitant répondre à la présente Demande d'Information, peuvent le faire, sur tout ou partie du périmètre, même si elles n'apportent pas de réponse à l'intégralité des besoins évoqués précédemment. La réponse est impérativement en français.

Les réponses des « opérateurs compétents » devront être remises au plus tard le 22 mars 2024 à 14h00 selon les modalités prévues dans le présent document, avec des fichiers compatibles avec les logiciels de bureautique Microsoft Office, Libre office ou au format « PDF ».

7.6. Organisation d'entretiens individuels avec les « opérateurs compétents répondants »

A l'issue de la réception des réponses aux demandes d'informations, l'administration se réserve la possibilité de contacter les « opérateurs compétents répondants » afin de réaliser un entretien avec eux sous la forme d'une audioconférence (il vous sera communiqué le numéro de téléphone (numéro non surtaxé) et le code d'accès associé par courriel d'invitation ou par question directement posé sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Article 8 - ACTIONS POTENTIELLEMENT RÉALISÉES À L'ISSUE DE L'APPEL À COMPÉTENCE

La campagne d'évaluation qui pourraient éventuellement être menée à l'issue de l'appel à compétence auprès de certains « opérateurs compétents répondants » ne constitue en aucune façon un engagement de l'État à acquérir ultérieurement la ou les solution(s) présentées(s) à cette occasion.

Toute acquisition future sera menée dans le respect des règles de concurrence, conformément aux procédures prévues par la réglementation en matière de marchés publics.

Article 9 - Glossaire

DCP : Dispositif de Concentration de Poisson

IoT : Internet Of Thing

Article 10 - ANNEXE 1 – CADRE REPONSE

- Les réponses des opérateurs compétents seront structurées en suivant scrupuleusement le format proposé ci-dessous :

1. Information sur l'opérateur compétent :

1. Informations générales – Identification de l'opérateur

- Raison sociale	-				
- Date de création de la société	-				
- Domiciliation de la société	-				
- Adresse postale	-				
- Pays	-				
- Numéro RCS ou équivalent	-				
- Nom du contact pour cette DI	-				
- Téléphone portable	-				
- Téléphone fixe	-				
- Adresse mail du contact	-				
- Êtes-vous favorable à un entretien individuel dans l'éventualité où l'administration souhaiterait l'organiser avec votre société	<table><tr><td>- OUI</td><td>- NON</td></tr><tr><td>-</td><td>-</td></tr></table>	- OUI	- NON	-	-
- OUI	- NON				
-	-				

• Si le siège de votre société n'est pas domicilié en France :

- Avez-vous des filiales en France ?

• Où sont situés vos sites de production et plus particulièrement ceux en lien avec votre activité liée avec l'objet du présent appel à compétence ?

• Veuillez **présenter succinctement l'organigramme de votre entreprise** ci-dessous ou joindre un document dans votre réponse à cet effet :

L'opérateur compétent doit décrire son organisation interne, ses domaines de compétence et donner une indication sur les moyens humains consacrés aux opérations ou programmes en relation avec l'objet de la présente DI (R&D, production...).

2. Informations générales – Informations financières

Nom des actionnaires principaux	Part du capital
-	-
-	-
-	-
-	-

Années	Chiffre d'Affaires (dont relatif à l'objet de la présente DI)	Effectifs moyens (dont relatifs à l'objet de la présente DI)
2022	-	-
2021	-	-
2020	-	-

3. Informations spécifiques

- Quelle est l'ancienneté sur ce type de prestations et moyens humains affectés ?
- Positionnement par rapport à la concurrence : points forts, valeur ajoutée par rapport à vos concurrents ?
- Principaux clients sur ce type de prestations ?
- Projection de vos prestations dans les 5 années à venir ?

Remarque : dans le cas d'une réponse conjointe de plusieurs opérateurs compétents, les éléments demandés dans cette section sont à fournir pour chacun des opérateurs impliqués dans le groupement.

2. Information sur la solution technique de l'opérateur compétent :

2.1. Données générales / balises de géopositionnement

Données générales		
QUESTIONS		OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
A1	Quel est le réseau utilisé pour partager les données (LORA, LTE-M, LTE-CatM1, LPWAN Sigfox, GSM, SAT, EDGE, GPRS , 2G Fallback, etc.) ?	
A2	Les balises sont-elles étanches à l'eau et à la poussière (IP67 / IEC60529) ?	
A3	Les balises sont-elles réalisées en matériau ASA résistant aux UV et aux intempéries ?	
A4	Quelle est l'autonomie des balises dans le cadre d'une utilisation intensive ?	
A5	Quelle est l'autonomie des balises dans le cadre d'une utilisation normale ?	
A6	Les balises offrent-elles une fonction nominale d'enregistrement des données (trajectoire associée aux coordonnées GPS) ?	
A7	Les balises sont-elles équipées de Tag NFC pour gérer leur identification ?	
A8	Les balises sont-elles équipées d'un capteur de température ?	
A9	Quel est le poids de la balise ?	
A10	Quelle est la taille de la balise ?	

A1 1	La balise est-elle résistante aux chocs et aux vibrations ?		
A1 2	La balise est-elle équipée d'un détecteur de mouvements ? Si oui sur combien d'axes ?		
A1 3	La fréquence de tracking est-elle paramétrable à distance ?		
A 14	Les balises sont-elles équipées nominalement d'une API permettant l'export de données vers un système tiers ?		
A1 5	Quel est le niveau de cybersécurisation des balises ?		
A1 6	Quelle est la température de fonctionnement ?		
A1 7	Quelle est la température de stockage ?		
A1 8	Les balises satisfont-elles aux exigences relatives à l'immunité électromagnétique et au rayonnement électromagnétique ?		
A1 9	Quelle est la liste de vos accessoires ?		
A2 0	Vos techniciens et spécialistes communiquent-t-ils en langue française ?		
A2 1	Êtes-vous disposés à réaliser un test en conditions opérationnelles ?		
A2 2	Vos balises peuvent-elles être moulées dans la structure ?		
A2 3	Comment assurez-vous l'impossibilité de clonage, ou de changement de navire porteur ?		

2.2 Impact financier

Impact financier : définir les différents impacts financiers des questions posées ci-dessus, notamment			
QUESTIONS		RÉPONSES	OBSERVATIONS DE L'OPÉRATEUR COMPÉTENT
B1	Quel est le coût estimé du dispositif complet que vous proposez ? Plusieurs versions sont envisageables ?		
B2	Quel est le coût estimé d'un prêt <i>in situ</i> de plusieurs mois ?		
B3	Quel est le coût d'une journée de formation ? Pour combien de personnes ?		

2.3 Autres informations éventuelles (forme libre)

L'opérateur compétent peut fournir toute information complémentaire et pertinente en regard de la présente DI.

Si le dispositif proposé par votre société présente des aspects non abordés par les précédentes questions, vous pouvez les détailler :	
M 1	<div>- - - - - -</div>

A DZAOUDZI, le 21/02/2024

Pour le Préfet, et par délégation
Le sous-préfet, chargé de la Lutte contre l'Immigration Clandestine


FREDERIC SAUTRON

